

TOURISME

LA VIENNE MISE SUR SON CENTER PARCS



C'était un peu «bricolo et bricolette». Ségolène Royal et Jean-Pierre Raffarin ont fait sourire hier après-midi en clouant à l'envers la première planche du «Domaine du Bois-aux-Daims», le futur cinquième Center Parc de France.

Photo B.C

Par Benoît Caurette, publié le 15 novembre 2013 à 22h43, modifié le 16 novembre 2013.

Après l'Eure, le Loir-et-Cher, l'Aisne et la Moselle, la Vienne aura son Center Parc. Le village de vacances à 300 millions d'euros doit ouvrir au printemps 2015. La première planche a été clouée hier.

C'était un peu «bricolo et bricolette». Ségolène Royal et Jean-Pierre Raffarin ont fait sourire hier après-midi en clouant à l'envers la première planche du «Domaine du Bois-aux-Daims», le futur cinquième Center Parcs de France.

Un village de vacances gigantesque qui doit ouvrir au printemps 2015 aux Trois-Moutiers, dans le nord de la Vienne, à deux heures et quart d'Angoulême.

L'anecdote ne doit pas faire oublier la solennité de l'instant. Parce que pour le département voisin, Center Parcs, c'est du sérieux. Et peut-être du bonheur. Un investissement certes colossal - 300 millions d'euros, ce qu'il faudrait pour relier à la fibre optique tous les Charentais - mais qui promet des retombées économiques.

«D'abord pour les entreprises locales qui assurent 70 % des travaux, se réjouit Claude Bertaud, le président du conseil général. Ensuite pour les demandeurs d'emploi. Demain, ils seront 600 à faire tourner le centre. 85 % d'entre eux viendront de la Vienne.» Le Pôle emploi de Loudun, à quelques kilomètres de là, devrait être débordé au moment des recrutements, envisagés dès l'automne 2014.

Ce, même si Gérard Brémond, le grand patron de Center Parcs en France, avance prudemment «300 à 350 salariés au moins», principalement dans la restauration et le nettoyage.

L'idée d'implanter au «pays du Futuroscope» un rejeton du géant européen né en 1968 aux Pays-Bas ne date pas d'hier. Mais d'avant-hier: en 2009. *«Et ça a été très vite, grâce au dynamiteur, au catalyseur qu'est Jean-Pierre Raffarin»*, salue Gérard Brémond.

L'ancien Premier ministre UMP qui dit avoir *«adopté le souci d'attractivité que [lui] a montré René Monory»*, l'homme fort de la Vienne décédé précisément en 2009 à Loudun, a poussé un certain nombre de leviers pour favoriser l'émergence du projet.

Le groupe en gros déficit l'an dernier

Du coup, hier, on n'a pas tari d'éloges sur celui qui est redevenu sénateur après son séjour à Matignon. Au grand dam de sa rivale PS Ségolène Royal, présidente de la Région à qui il ne s'est pas privé de voler la vedette.

On en aurait presque oublié le rôle de la première dame du Poitou-Charentes, pourtant pas des moindres. Car sans partenariat public privé, point de Center Parcs. Les collectivités et l'État apportent 46 % des 300 millions nécessaires. Le Département de la Vienne est l'actionnaire majoritaire de la société d'économie mixte qui gèrera les équipements collectifs avec un apport de 37,5 millions d'euros.

Mais la Région contribue tout de même à hauteur de 13 millions. *«Au départ, il n'était question que de cinq millions, rappelle Ségolène Royal. Mais nous avons accepté de revoir notre copie parce que la contrepartie est intéressante.»* C'est la règle: s'il bénéficie de fonds publics, Center Parcs - en réalité, le groupe Pierre & Vacances - s'engage à œuvrer pour de logiques causes environnementales, mais aussi en faveur du social.

«Nous attendons des mesures pour les jeunes, pour l'apprentissage et pour l'emploi, souligne la présidente. L'objectif, c'est 80 % de CDI et 65 % de temps complet. Nous serons vigilants pour éviter les emplois précaires.»

De la vigilance, il en faudra aussi sur la rentabilité du projet, censée être assurée par la vente de tous les cottages. Plus de la moitié d'entre eux seraient déjà précommercialisés. Il s'agira de se montrer en mesure de rembourser l'emprunt de 68 millions souscrit auprès des banques.

Engagé pour vingt ans, le groupe Pierre & Vacances a logiquement les reins assez solides. Reste qu'il a enregistré l'an dernier le premier déficit de son histoire en France:

- 27,4 millions d'euros. L'action, qui valait 65 € en 2011, ne s'en est toujours pas remise. Elle ne se vend plus qu'aux alentours de 20 €.